

# Témoignages

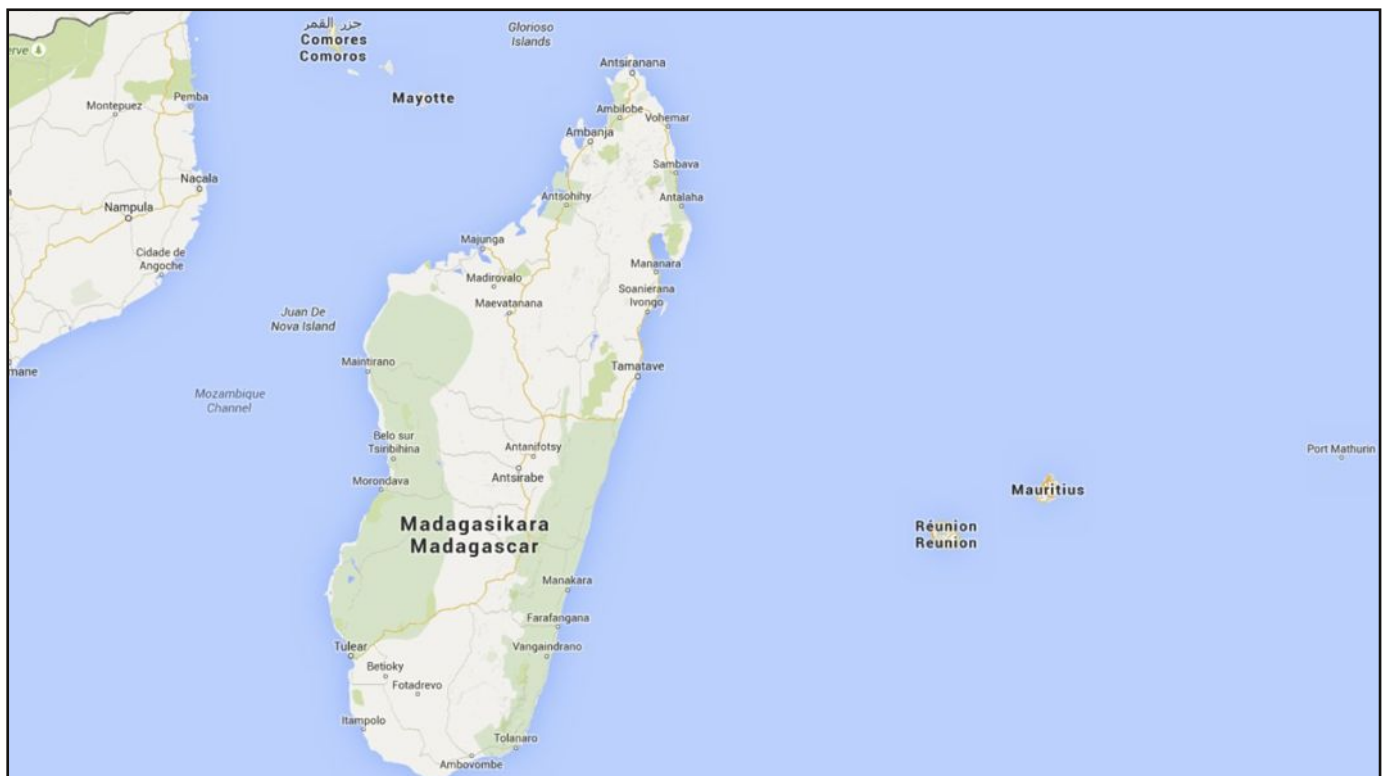
JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18205 - 71ÈME ANNÉE

## Jeux des Iles de l'Océan Indien

### Le PCR solidaire des athlètes victimes des tracasseries pour obtenir un visa

Un Réunionnais qui veut aller à Madagascar, Maurice, aux Seychelles ou aux Comores peut entrer sans visa ou l'obtenir à l'aéroport. À La Réunion, les habitants des pays voisins doivent demander un visa à l'avance pour séjourner dans notre pays. C'est une décision des autorités françaises. Le Parti communiste réunionnais dénonce cette discrimination qui s'est même appliquée aux athlètes invités à participer aux Jeux des îles de l'Océan Indien. Voici le communiqué diffusé hier par le PCR :



Les habitants des pays voisins de La Réunion ne peuvent pas voyager librement dans notre île. (carte Google)

« Les médias ont fait état des tracasseries administratives subies par des athlètes participants aux Jeux des Iles, à La Réunion. Il s'agit en particulier de la délivrance d'autorisations de séjour par les autorités françaises.

Le PCR proteste contre ces attitudes d'un autre âge, qui sont tota-

lement contraires à l'esprit d'amitié entre les peuples, et ne font pas honneur à leurs auteurs. En tant que Réunionnais, nous exprimons notre solidarité envers nos sœurs et frères des îles voisines.

Le Parti Communiste Réunionnais tient à rappeler que lorsqu'un Réunionnais se déplace dans l'un de ces pays : Madagascar, Maurice, Co-

mores et Seychelles, il est accueilli fraternellement et sans obligation de visa préalable. Nos voisins sont en droit d'attendre au minimum le même traitement.

Fait au Port, ce mardi 28 juillet 2015,

Bureau de Presse du PCR»

## Plus de 178.000 demandeurs d'emploi à La Réunion

# Chômage : les candidats déclarés aux Régionales bien silencieux

**En juin dernier, plus de 178.000 Réunionnais étaient inscrits à Pôle emploi. Cela fait plus de 24 heures que ces chiffres sont publics. Devant cette catastrophe, les candidats aux régionales déjà déclarés devraient monopoliser l'attention des médias pour présenter leurs propositions crédibles de lutte contre le chômage. Pourquoi tardent-ils tant à le faire ?**

**M**ardi soir, Pôle emploi a publié les derniers chiffres du chômage. Ils datent du mois de juin. Ils annoncent plus de 178.000 Réunionnais à la recherche d'un travail. En France, la publication des dernières données de Pôle emploi a donné lieu à de nombreux commentaires. Le président de la République a même pris position. Il a dit qu'il ne sera candidat en 2017 qu'à condition que le chômage baisse en 2016. L'élection présidentielle a lieu dans un peu moins de 2 ans, et le chef de l'État place la question de l'emploi au centre du débat.

À La Réunion, la situation du chômage est bien plus grave qu'en France. Dans 5 mois, une autre élection aura lieu. Mais déjà des personnes sont candidates à des postes d'élus. Certains même disent qu'ils veulent présider la Région Réunion. La Région est la collectivité qui a la responsabilité de la planification économique. Le vote définitif de la loi sur la réforme territoriale renforce ses compétences. La moindre des choses aurait donc été que ses candidats s'expriment pour au moins afficher leur solidarité avec les chômeurs, et qu'ils annoncent leurs propositions détaillées et financées pour réduire le chômage à La Réunion. À 5 mois de l'élection régionale, tout programme de n'importe quel candidat crédible déjà en campagne doit en effet comporter ces précisions élémentaires. À quoi bon prendre le pouvoir si on a rien à dire ou à proposer sur le problème numéro un des Réunionnais ?

### Question 100 % politique

Les 5 dernières années ont en effet montré le rôle important que joue la

Région dans l'emploi à La Réunion. Quand les adversaires de l'Alliance décident de faire gagner Didier Robert, ils n'ignorent pas que ce dernier s'est déjà illustré dans la démolition de projet. Il avait en effet choisi de stopper le chantier de la rocade Sud au Tampon. 100 millions d'euros étaient disponibles pour construire une route qui allait régler les problèmes d'embouteillage au Tampon. Il a décidé de tout arrêter, aggravant la situation de sa commune, des usagers qui traversent le Tampon. Mais plus grave, c'est le signal donné à d'autres décideurs qu'il est possible de casser des projets. La conséquence immédiate est de plonger ou maintenir des travailleurs dans le chômage. Ces derniers sont alors à la merci d'élus peu scrupuleux qui utilisent leur pouvoir d'embaucher des emplois aidés pour tenter de se maintenir.

### La Région, levier de l'emploi ou du chômage

À son arrivée à la tête de la Région Réunion, Didier Robert a continué ce qu'il a fait au Tampon : démolir les projets. Sous sa direction, les Réunionnais ont subi entre autres l'arrêt du tram-train, l'abandon du projet Perben de nouvelle route du littoral, la mise au placard de la couverture de la route des Tamarins par des centrales photovoltaïques et le coup d'arrêt au plan régional de constructions de lycées. Pour compenser tout cela, les démolisseurs ont tout misé sur une improbable route en mer, condamnée par avance par l'élévation du niveau de l'océan Indien à 6 mètres au cours du siècle. Cette politique de démolition à grande échelle a été très coûteuse pour La Réunion. Elle se traduit dans les chiffres du chômage.

Ceci rappelle le rôle décisif que la Région joue en termes de créations ou suppressions d'emploi à La Réunion. Personne ne peut aujourd'hui ignorer que si la majorité régionale avait continué les projets d'intérêts général commencés sous l'ancienne mandature, les Réunionnais pourraient aujourd'hui se déplacer en train. Ils auraient peut-être même pu circuler sur le premier tronçon de la route Perben. La mise en service du train aurait donné un travail durable à de nombreux Réunionnais. Rappelons que l'ancien chemin de fer employait plus de 1.700 cheminots. La poursuite de la politique d'autonomie énergétique aurait aussi permis la création de milliers d'emplois. La dynamique aurait alors été inversée, ce qui aurait fait de La Réunion l'exemple d'un pays où la courbe du chômage a changé d'orientation. Mais d'autres choix ont été effectués. Ils sont responsables de la hausse du chômage et de l'appauvrissement de la population. Cela crée un terreau fertile au développement de toutes sortes de clientélisme.

### Qui a intérêt à l'abstention ?

À 5 mois des régionales, le silence des candidats déjà déclarés aux régionales sur l'aggravation du chômage n'est pas un bon signe pour le débat démocratique. Elle est de nature à favoriser le rejet du processus électoral par les abandonnés du système. Quelle serait alors la légitimité d'une assemblée élue par une minorité ? Quels seront les moyens utilisés par la majorité pour se faire entendre ?

**M.M.**

## Edito

# Les 7 députés seront-ils solidaires de François Hollande ?

**F**rançois Hollande a réaffirmé les conditions de son retour aux Présidentielles de 2017 : le redressement de la courbe du chômage. Nous en avons parlé, hier. Désormais, tous les acteurs, analystes et observateurs de la politique scrutent régulièrement les informations sur l'emploi. Un double objectif, personnel et historique, se dégage de son annonce. Personnel, cela s'entend dans la mesure où il n'a pas hésité à accentuer la politique d'austérité de son prédécesseur pour mieux soutenir les entreprises, une politique pourtant tant décriée durant la campagne présidentielle. Ce retournement était un pari risqué mais c'est son choix, et c'est la-dessus qu'il veut être jugé. Historique, car s'il réussit, il corrigera l'échec de Mitterrand qui avait fait la promesse télévisuelle de maintenir le chômage sous la barre d'un million si le peuple lui accordait la confiance. Après un an de pouvoir, il changea totalement d'orientation. Comme aujourd'hui, le chômage s'est accru.

La France a connu la première alternance, en 1981, et 3 décennies plus tard le nombre de chômeurs a triplé ! Entre temps, il y a eu le référendum pour une Constitution Européenne. Les 2 grandes forces de cette alternance ont été unies pour appeler à voter OUI. Le peuple découvrait que ces dirigeants politiques sont divisés en apparence mais ils sont d'accord sur les choix politiques fondamentaux à imposer au peuple. Cela s'est passé en 2005, il y a exactement 10 ans. Le peuple Français a voté contre

cette coalition à 54 %. La Réunion était en phase avec 60 % de vote en faveur du NON.

Mais, bizarrement, qu'attendent les 7 députés Réunionnais pour annoncer leur solidarité collective et individuelle avec le chef de la majorité présidentielle à laquelle ils appartiennent toutes et tous. Peut-on imaginer la scène où le Président déclare qu'il se retire parce qu'il n'a pas réussi, par contre les députés de La Réunion remplissent en exposant leur mérite individuel ? Ce serait ingrat envers leur chef de file et tromper le peuple. Qui a oublié les posters et autres photos montages de propagandes signifiant leur proximité avec le nouveau Président ? C'était commode pour s'attaquer aux candidats communistes et empêcher le PCR d'avoir des députés. Si le Président échoue à redresser, c'est que les 7 députés auront été incapables de lui proposer une politique de redressement du chômage pour La Réunion. En 1945, 2 députés ont été élus. Ils ont fait voter une loi qui a transformé La Réunion. Ils ont montré ce que 2 élus du peuple sont capables de réaliser. Et, là on en a 3 fois plus... et le résultat ne suit pas.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Un nouveau mode de calcul pour les chiffres de juin

# Controverse autour des chiffres du chômage

**Les chiffres du chômage publiés ce lundi 27 juillet par Pôle emploi suscitent la polémique. D'un côté, François Hollande parle de "tassement", François Rebsamen de « signe encourageant », l'opposition et certains syndicats évoquent une manipulation. Les syndicats doutent et la droite parle de manipulation. Du côté des statisticiens et économiques, le Pôle emploi est une institution fiable, mais l'utilisation des chiffres reste orientée.**

Jean Bassères, directeur de Pôle emploi, a assuré que ses statistiques sont « parfaitement fiables », mais peuvent être « impactées par des modifications de procédure ». Tandis qu'Éric Heyer, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques, a expliqué à La Croix, que « ce n'est pas la statistique qui est mauvaise mais son utilisation. Il y a deux mesures du chômage, l'une qui est "mauvaise", celle de Pôle emploi, et une autre "meilleure", celle de l'INSEE ».

### Chiffres tronqués

La courbe du chômage s'est stabilisée en juin pour Pôle emploi. Ainsi, seulement 1.300 demandeurs d'emplois supplémentaires sont enregistrés par rapport à mai. Les demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) ont, eux, augmenté de 0,2 % et s'élèvent à 3,817 millions.

Premier couac, les données du mois de mai avaient créé la polémique, en raison d'un « événement inhabituel » : l'envoi de deux messages de relance supplémentaires aux chômeurs, par SMS et message vocal. Il s'agissait de rappeler aux demandeurs d'emplois de penser à « actualiser » leur situation auprès de Pôle emploi.

Cet incident avait doublé l'ampleur de la hausse, selon le ministère du Travail, qui avait demandé à Pôle emploi et à la Dares (chargée des statistiques du ministère) de « mieux encadrer cette procédure de gestion des relances ». Ce problème biaise déjà le ratio entre mai et juin.

Ensuite, le Pôle emploi a modifié toute sa méthodologie. L'institution a accès à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux connaître la situation des demandeurs d'emploi. Ces recoupements de données ont permis de mieux repérer des personnes en formation, en service civique ou en contrat aidé. Le ministère évalue à environ 25.000 le nombre de demandeurs d'emploi sortis de ce fait des catégories A, B et C (sans activité

ou avec une activité réduite).

### Mauvaise utilisation des chiffres

Pour Eric Meyer, « la statistique de Pôle emploi est influencée par des décisions administratives : un mois on fait bien le tri dans les fichiers des chômeurs pour mieux savoir à quelles catégories ils appartiennent, un autre on rappelle aux gens de se mettre à jour plus souvent, etc. »

En effet, les différents dispositifs pour l'emploi, la hausse des radiations, la volonté des dirigeants politiques d'avoir des chiffres positifs, pèsent sur les statistiques globales du chômage. « Donc l'évolution que l'on constate n'est pas due à la seule évolution du marché du travail mais à des décisions administratives. Aucune comparaison n'est possible d'un mois sur l'autre », a assuré l'économiste.

A contrario Jean Bassères se défend. Il dit avoir l'aval de l'autorité des statistiques : « Nos statistiques mensuelles ont été labellisées par l'autorité de la statistique publique en 2014. Elles sont conformes au standard européen ». « Elles sont donc parfaitement fiables », toutefois, ces statistiques « peuvent naturellement être impactées par des modifications de procédure ».

Pourtant, Eric Meyer assure que la statistique trimestrielle de l'INSEE « est plus adaptée à l'analyse de l'évolution du chômage car elle le mesure selon la définition du Bureau international du travail (BIT) ». Ce dernier a parallèlement assuré que le Pôle emploi a eu raison d'affiner ses critères, car ces données fournissent un paysage plus précis du chômage en France.

### Manipulation politique ?

Le chômage est l'enjeu majeur de la mandature de François Hollande, qui a d'ailleurs assuré qu'en cas de « baisse crédible » du chômage en 2016, il se re-

présenterait à la présidentielle de 2017. Pourtant, depuis deux ans, les données du chômage sont souvent maniées et remaniées certainement pour des raisons politiques. Les données du Pôle emploi sont souvent orientées selon les mandatures, car il s'agit d'un élément essentiel de la conjoncture et donc de la vision de la population sur les politiques engagées. A droite, le FN et « Les Républicains » (LR) ont parlé d'une même voix de manipulation. « Les chiffres ne sont pas trafiqués, ils sont manipulés comme tous les chiffres, puisque ce sont des chiffres administratifs », a déclaré le député LR, Henri Guaino sur "RMC" et "BFMTV".

Ce dernier a assuré qu'ils peuvent être manipulés politiquement, mais ils peuvent être aussi tout simplement manipulés par les techniques administratives. La seule chose qui est vraie c'est qu'en France il y a un chômage de masse qui est en train de miner la société. »

Les syndicats ont eux émis des doutes. Pour la CGT, « on pourrait presque croire à un tassement de la montée du chômage s'il n'y avait pas eu de modifications intervenues au mois de juin sur la manière de classer les privés d'emploi par Pôle emploi ». Ces chiffres sont « désastreux mais très significatifs : la croissance et la relance économique sont incompatibles avec les politiques d'austérité imposées dans toute l'Europe ».

De son côté, Force Ouvrière (FO) doute d'un « véritable renversement de tendance », « parce qu'un mois unique ne fait pas une tendance » et « parce que la croissance du PIB n'est toujours pas assez forte et solide pour que le chômage baisse fortement et durablement ». « Le gouvernement doit comprendre que le Social ne peut être l'unique variable d'ajustement d'une politique économique exclusivement tournée vers la baisse du coût du travail », a assuré FO.

@celinetabou

## Sécurité alimentaire assurée

# La Crète ne craint pas la Troïka

Chacun connaît les difficultés dans lesquelles la Grèce se débat et comment l'Union européenne vient de lui imposer un plan extrêmement rigoureux malgré son affirmation démocratique du refus de l'extrême austérité par voie de référendum. L'idéologie ultra libérale, là encore fait des dégâts. Je pense que l'on connaît aussi la Crète, une des îles de La Grèce et l'on verra ci-dessous la force de résistance de cette petite région assurée de la sécurité alimentaire : un exemple s'il le fallait de la justesse des positions du PCR qui, comme on doit le savoir, se prononce pour la sécurité alimentaire.

Informations recueillies sur internet par Georges Gauvin

Dans le reportage ci-dessous, paru le 22 juillet sous le titre **Forte de son autonomie alimentaire, la Crète résiste à la Troïka** sur le site de Reporterre, on peut lire les observations suivantes d'habitants de La Crète :

« Un chauffeur de taxi remarque : « La Crète est l'île la plus riche de Grèce, ici, il y a beaucoup moins de chômage qu'en métropole. On n'a pas trop à se plaindre. On a le tourisme l'été et l'agriculture l'hiver. C'est dur c'est vrai mais ça l'est encore plus dans le reste du pays », Pour un autre habitant de l'île : « On nous dit que nous sommes des mauvais européens. Mais on n'est pas des fainéants, on travaille sept jours sur sept, enfin pour ceux qui ont la chance de trouver du travail. » Pour lui, c'est « une guerre économique où la dette a remplacé les canons. Ils veulent détruire notre pays et nous empêcher de nous relever. Selon Dimitri : « Pour beaucoup de Grecs, l'euro c'était l'entrée dans la modernité. On n'était enfin plus considérés comme un pays des Balkans. Sortir de l'euro, c'est revenir en arrière, c'est perçu comme une régression » Yanniss, membre d'un restaurant coopératif lui, souhaiterait un retour à la drachme, « Le seul effet positif de cet accord c'est qu'il a fait qu'on veut sortir de l'euro. Pour moi, c'est la seule possibilité pour mettre en place une autre politique : nationalisation des banques, annulation de la dette, économie alternative basée sur la coopération... », développe un militant anti-fasciste. En résumé, pour le journaliste, La Crète ne s'affole pas malgré les conséquences néfastes de la politique d'austérité.

### Les piliers de l'économie crétoise.

L'économie crétoise repose sur deux piliers principaux : le tourisme et l'agriculture. L'année se partage entre ces deux activités principales. La première apporte des ressources financières et des emplois saisonniers essentiellement.

La ressource croissante de la Crète est son énorme potentiel touristique, associant mer, soleil, montagne, culture, sites archéologiques ; comme en Espagne, il devrait conduire vers un tourisme de plus en plus éclectique et amoureux de l'environnement et de la culture crétoise. La côte Sud est beaucoup plus traditionnelle, liant vieux monastères, villages hauts-perchés des montagnes et criques sablonneuses accessibles seulement par mer. Beaucoup de Crétois travaillent dans le tourisme qui emploie également nombre de travailleurs peu payés venant des pays de l'est.

La deuxième saison est celle de l'agriculture : il y aurait en Crète plus de 35 millions d'oliviers avec une production d'huile d'olive supérieure à la moitié de la production grecque. Cependant l'agriculture du pays ne se limite pas à l'olivier. Depuis le début de la crise les gens ont repris l'habitude de cultiver leurs parcelles de terre avec une production de légumes, d'oranges, de citrons, de bananes. L'élevage de moutons et de chèvres apporte des ressources qui ne sont pas négligeables. La pêche artisanale continue à occuper les pêcheurs crétois. Les ports ont une activité soutenue employant plusieurs milliers de personnes, ce qui est excessif pour La Troïka fervente partisane de

l'écroulement de la population active de ce secteur à remplacer par des machines et des hommes, de préférence avec de bas salaires.»

### Un tempérament endurci par l'histoire

La Crète est peuplée depuis au moins 7000 ans avant Jésus Christ. Elle a connu nombre d'occupations. Elle a été le théâtre de guerres nombreuses aussi bien dans l'histoire ancienne que dans l'histoire moderne ou contemporaine. Cette vie tourmentée a modelé le caractère crétois. On compte aujourd'hui 600.000 habitants environ et une diaspora importante. La crise actuelle marquera sans conteste la mentalité des habitants, mais la Crète bénéficiant de la sécurité alimentaire est mieux armée que d'autres régions pour résister aux coups de boutoir de l'Europe ultra libérale. Comme je l'ai écrit plus haut, cet exemple illustre la justesse des positions de notre parti qui a inscrit à son programme la sécurité alimentaire à conquérir.

Source :  
<http://www.reporterre.org/Forte-de-son-autonomie-alimentaire-la-Crete-resiste-a-la-Troika>

# Oté

**Si ou i vé réflèshi konm k'i fo, atann pa kan sar tro tar !**

*Matant Zélida la ékri Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, mi sa dir aou in n'afèr, mi pans pa ou i sar rir, pars sa ankor, sanm pou moin, sé sirman in pé in l'invansyon bann rouj. Po koué mi di sa ? Pars si ou i ékout so bann métyé la lang bien tayé : in plant la pa bézoin l'angré, la pa bézoin dézèrban, mèm la pa bézoin k'i aroz. I paré sa lé inital konplètman ! La lé tro for pars si lo moun lé konmsa pa bézoin donn manjé, pa bézoin donn a boir, la mèm pa bézoin donn médikaman... Lash amoin inpé ! Na d'moun i fou d'la tèt lé z'ot la. Zot i pans nou la tyé kouyon pou kapar son plas. Tok ! Pran sa pou toué !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, i étone pa moin in n'afèr konmsa d'ou. Si i di aou i aroz pa tro, selon ou, va fé krèv lo plant avèk la soif. Si i di mète pa l'angré shimik, pou ou sa vé dir va fé krèv lo plant san manzé. Si i mète pa dézèrban, ala ké selon ou, mové zèrb va tyé lo plant. Ayayay matant ! Ou i konpran pa k'i di aou solman aroz pa bann plant an éksé é si zot la bézoin vréman. Pou la nouritir, in sol bien nourri va donn manjé bann plant konm k'i fo. Bann plant z'ot tour, va donn manjé la tèr. Tanka dézèrban si ou i vé ou i pran lo sho osinon d'ot bon zafèr ankor. Matant out gougnardaz i pas pa ! Out kasaz ti boi i fé konm lo dsi fèy sonz, out kouyonis i kas par boute. Tok ! Pran sa pou ou !*

*Matant Zélida I ropik ali :*

*Donk si mi suiv aou la mèr I débord ar pa alor pars klima i shof ar pa, si mi priv mon bann plant... épi koi ankor ? Domin I raz gratuit si I suiv aou ! Alé, manj m'a péyé don ! Tok ! Pran sa pou ou !*

*Justin i arréponn ali :*

*Matant zélida, ou i fé lo kouyon osinonsa ou lé koutyon pou l bon ? Ni pouré diskite lontan, mé si ou lé pa d'bone foi, lé pa itil koz sèryé avèk ou. Mète dé koté out politik politisyène, sa i ansèrv pa d'arien. Atansion kan ou va komans réflèshi sar pétète fine tro tar. Tok ! Pran sa pou ou !*

**Justin**

**« Si ou lé pa sir rékolt mir, dé myé ou i manj o pyé ! » – In kozman pou la rout**

Kosa sa i vé dir, sans prop ? Zot i koné bien koméla nana moush i atak lo frui. Kan lo frui i doizète mir sé l'èr ké li la fine gaté. Si ou i pé manj ali vèr ! Konm mang. O sinonsa jone ! Konm gouyav. I vo myé ou i manj ali jone sansa vèr... si ou na vréman lo krintiv pa manj ali kan li sar mir. Sans figiré ? Mazine in kou ou i travay pou in patron mové péyé. Ou i pé domann in l'avans tazantan. Si i vé pa donn aou, ou i larg lo z'afèr an plas. Si i donn aou, l'èr-la ou i manj o pyé. Konmsa, konm di lo kont, ou i fé pa raz aou san savon. Kosa ou i anpans ? Arien ditou ? Fé travay out koko ! Fé bouy out matyèr griz ! Ou va oir, rant-rant, si ni tonm pa tazantan dakor rantre nou.